



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 22/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES**

ZAC de la Cobrelle  
Chavelot  
88155 THAON-LES-VOSGES

Références : S-24-194RP  
Code AIOT : 0006202161

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2024 dans l'établissement MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES implanté ZAC de la Cobrelle 88150 Chavelot. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES
- ZAC de la Cobrelle 88150 Chavelot
- Code AIOT : 0006202161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le contrôle a porté sur le fonctionnement de la station de nettoyage de véhicules poids-lourds présente sur le site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Signalement d'un rejet de mousse dans le canal des Vosges

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Rejets dans les Eaux de surface et/ou les eaux souterraines ;
- Autosurveillance des rejets aqueux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 02/11/1998, article 1.2.13	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 02/11/1998, article 1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux éléments apportés par l'exploitant, l'inspection des installations classées n'a pas mis en évidence d'élément indiquant que l'exploitation de la station de lavage de la société MGE est à l'origine de la pollution du canal signalée par la fédération de pêche des Vosges.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/1998, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation et réseaux d'assainissement et du bon fonctionnement des installations d'épuration ....</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite au signalement en date du 31 janvier 2024 par la fédération de pêche des Vosges de rejet de mousse dans le canal des Vosges dans le bief 18 sur la commune de Chavelot, l'inspection s'est rendue sur place pour constater les faits. Cette mousse proviendrait du réseau d'eau pluviale collectant les eaux de la zone industrielle de Chavelot.</p> <p>L'inspection s'est attachée à identifier les installations classées pour l'environnement (ICPE) susceptible d'être à l'origine de ce rejet de mousse.</p> <p>Une ICPE est présente sur cette ZI, il s'agit de la société de transport MGE autorisée entre autres pour sa station de nettoyage de véhicules poids lourds (rubrique 2795).</p> <p>A cette même date du 31 janvier 2024, une visite inopinée a été menée.</p> <p>Lors de la visite de l'installation, le responsable de la station a démontré à l'inspection que l'installation de nettoyage de la société MGE ne générerait pas de rejets de mousse.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'installation de nettoyage dispose d'une station de traitement physico-chimique interne avant de se déverser dans le canal des Vosges, aucun dysfonctionnement de la station constaté ;</li> <li>• les produits utilisés ne génèrent pas de mousse ;</li> <li>• aucune mousse n'a été constatée au point de rejet de la station (direction le canal des Vosges) ;</li> <li>• l'inspection n'a pas identifié de nettoyage hors de l'aire de lavage, constat confirmé par le responsable de la station.</li> </ul> <p><b>Conclusion:</b></p> <p>A ce stade, au vu des éléments apportés par l'exploitant et des constats effectués sur site, il n'est pas établi de lien entre l'exploitation de l'installation et la pollution signalée le 31 janvier par la fédération de pêche des Vosges.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/1998, article 1.2.13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des analyses d'autosurveillance par l'exploitant et par le laboratoire agréé doivent être transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois qui suit.
<b>Constats :</b> L'exploitant a renseigné les résultats d'autosurveillance pour la période allant de janvier 2023 à juillet 2023. Au 13 février 2024, aucun résultat d'autosurveillance postérieur à juillet 2023 n'a été transmis à l'inspection via le site de télédéclaration GIDAF. L'arrêté d'autorisation prévoit un délai d'un mois pour la transmission de ces résultats. Il est demandé à l'exploitant de renseigner sous 15 jours les résultats d'autosurveillance des 5 derniers mois de l'année 2023. Un Contrôle inopiné sur le rejet du site de MGE a été réalisé en octobre 2023, des dépassements sont observés (Matières En Suspension (MES) et Phosphore (P)). Il est demandé à l'exploitant sous 15 jours d'apporter des éléments de réponse concernant ces dépassements.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours